



Allocution prononcée par
S. E. M. Béji Caïd Essebsi
Président de la République Tunisienne

à l'occasion de la remise
des insignes de docteur honoris causa
par l'Université de Paris I Sorbonne

Paris, le 7 avril 2015

*Monsieur le Recteur Chancelier des Universités de Paris,
Monsieur le Président de l'Université de Paris I Sorbonne,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Universités
françaises et tunisiennes,
Messieurs les Professeurs,
Chers étudiants tunisiens,
Honorables invités, chers amis français, chers amis de
la Tunisie, chers concitoyens résidents en France,
Mesdames, Messieurs*

C'est avec une grande émotion et avec beaucoup de plaisir que l'ancien étudiant de la Faculté de droit de Paris s'adresse à vous aujourd'hui en tant que Président de la République Tunisienne.

Je vous remercie, M. le Président, pour votre discours et c'est avec beaucoup de reconnaissance et d'humilité que j'accepte le titre de docteur honoris causa dont vous m'attribuez les insignes.

En m'honorant de la sorte, le Conseil de l'Université de Paris I Sorbonne rend en vérité hommage à la Tunisie nouvelle, pays de la Révolution de la liberté, de la dignité et de la justice sociale, pays qui a fait de l'éducation

et de la science son credo et de l'intelligence sa vraie richesse. Dès les premières années de l'indépendance, la Tunisie a investi dans l'éducation : une éducation pour tous, gratuite, de qualité, sans discrimination entre les garçons et les filles et ouverte sur les langues et les cultures. Après la démocratisation de l'enseignement, nous voilà confrontés au défi de la qualité et de l'adéquation entre la formation et l'emploi.

C'est avec nostalgie et reconnaissance à mes maîtres que je retrouve aujourd'hui ce haut lieu de la science et du savoir, 63 ans après l'avoir quitté, en juillet 1952 pour retrouver mon pays et y exercer la profession d'avocat et surtout pour prendre part à la lutte de libération nationale. Celle-ci entrait dans sa dernière phase suite au déclenchement de la lutte armée le 18 janvier 1952 sous le leadership du Président Bourguiba et de ses compagnons, issus pour la plupart de cette prestigieuse Université.

C'est le 20 mars 1956 que la Tunisie a acquis son indépendance d'un commun accord entre les deux parties.

Depuis, nos deux pays, la Tunisie et la France, ont su panser les blessures de l'ère coloniale et s'engager résolument dans des relations privilégiées, notamment en matière scientifique et universitaire, dans un esprit d'intérêts mutuels bien compris. Nos relations sont aujourd'hui

exemplaires et ma présence aujourd'hui parmi vous en est un symbole significatif.

Après le recouvrement de la souveraineté nationale, celle de l'édification d'un Etat moderne et respecté, la Tunisie vient de réussir de manière quasi exemplaire le défi de la transition démocratique. Mon pays s'est débarrassé à jamais de l'autoritarisme. Il est fier d'avoir une Constitution moderniste élaborée par une Assemblée nationale Constituante librement élue. Les chapitres de notre Constitution relatifs aux droits et libertés répondent aux standards internationaux les plus évolués en la matière. Par ailleurs, la Tunisie a organisé, en l'espace d'à peine trois mois, des élections législatives et présidentielles dont les résultats ont été acceptés par tous et dont tous les observateurs internationaux ont reconnu le sérieux, la liberté et la transparence. Cette démocratie naissante et exceptionnelle dans notre environnement géostratégique, est aujourd'hui menacée par le terrorisme qui s'est attaqué principalement à notre modèle de société et nos références culturelles.

Mesdames, Messieurs

Cette cérémonie solennelle me replonge dans mes années de jeunesse à la Faculté de droit de Paris en octobre 1949 après des études primaires et secondaires au célèbre

collège Sadiki, fondé par le grand réformateur tunisien Kheir-Eddine en 1875, et où l'élite tunisienne a acquis une solide culture arabe et française. C'est au cours de ces années parisiennes que je me suis imprégné des principes fondamentaux du droit français et de la justice en suivant les cours d'éminents professeurs, tels que Henry Lévy-Bruhl, Léon Juliot de La Morandière, Jean Escarra. C'est au cours de ces années que je me suis engagé dans le combat politique et syndical. Et c'est dans cette capitale des Lumières que j'ai rencontré pour la première fois, grâce à mon camarade de faculté, Habib Bourguiba Junior, le leader Habib Bourguiba. Depuis, un lien indéfectible s'est établi entre Bourguiba et moi-même. En effet, dès les premiers jours de l'indépendance, j'ai eu l'insigne privilège de côtoyer ce grand visionnaire et de travailler sous sa direction. J'ai été plusieurs fois ministre de Bourguiba et c'est lui qui m'a accrédité en tant qu'Ambassadeur de Tunisie à Paris de 1970 à 1971 apportant ainsi, ma modeste contribution au raffermissement des liens qui s'étaient tissés depuis des siècles entre nos deux peuples et nos deux pays.

Mesdames, Messieurs

Suite à la révolution de décembre 2010 – janvier 2011, j'ai dû interrompre ma retraite politique commencée depuis 21 années et répondre à mon devoir de patriote. J'ai accepté

d'être Premier ministre et me suis engagé à mener à son terme la première phase de la transition démocratique. Le pays était encore en ébullition révolutionnaire. Il fallait donner des signes forts, agir fermement et rapidement dans le sens de l'apaisement et de la transition démocratique.

L'objectif primordial de mon gouvernement était l'organisation d'élections libres d'une Assemblée constituante dans les délais les plus raisonnables. J'ai associé l'ensemble de la classe politique et civile pour promulguer les lois relatives aux libertés et surtout pour doter le pays d'une loi électorale favorisant la participation de toutes les tendances politiques, et surtout, assurant la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidature. Au même moment, il fallait déployer un effort pédagogique immense pour expliquer au peuple que pour protéger la révolution il fallait sauver l'Etat, et Dieu merci, mon message a été compris par la majorité. Chose qui n'était pas évidente dans un contexte où régnait une extrême confusion, aggravée par la montée des surenchères de toutes parts et l'accueil de plus d'un million de réfugiés venant de la Libye voisine.

Concomitamment, il fallait affronter les urgences sociales, sécuritaires et économiques. C'est la raison pour laquelle j'ai accepté l'invitation de la France et ai participé au sommet du G8 à Deauville. J'ai plaidé alors la cause

de la Tunisie auprès des puissances industrielles et des organisations financières internationales pour soutenir notre transition vers une démocratie stable. C'est lors de cette même rencontre que j'ai contesté la formule en vogue du printemps arabe en affirmant «qu'il n'y a pas de printemps arabe, mais un début de printemps tunisien, et si ce printemps se confirme en Tunisie, à ce moment-là nous pouvons rêver d'un printemps arabe».

Quatre ans après, le chemin est encore long. Plusieurs sociétés arabes sont aujourd'hui menacées d'effritement : La Libye voisine, le Yémen, la Syrie, et l'Irak .

En Tunisie, nous avons réussi à organiser, au cours de la même année où avait eu la révolution, des élections démocratiques, honnêtes, libres et transparentes. Nous avons réalisé la première alternance pacifique au pouvoir en octobre 2011. Une Assemblée constituante a été élue et malgré de nombreux problèmes de parcours nous sommes fiers d'avoir cette Constitution du 27 janvier 2014 qui aurait pu être toute autre n'eut été la vigilance des forces démocratiques et de la société civile, notamment les femmes tunisiennes.

Mesdames, Messieurs

Lorsque j'ai accompli ma mission et remis le pouvoir aux vainqueurs des élections de 2011, je pensais pouvoir

enfin prendre ma retraite et cette fois pour de bon. Mais les circonstances tragiques qu'a connues la Tunisie m'ont obligé à reprendre l'initiative et à redonner vie au projet de transition démocratique notamment par un rééquilibrage du paysage politique.

La fondation d'un parti s'est imposée en raison de l'échec des tentatives de fédération de différents partis qui s'étaient présentés en ordre dispersé aux élections de 2011 et qui n'ont récolté que des miettes.

C'est ainsi que le destin a voulu que je me trouve à la tête d'un vaste mouvement de résistance civile pour faire échec aux ambitions hégémoniques, pour défendre le modèle sociétal tunisien tel qu'il a été façonné par notre histoire, défendre notre Islam fondé sur les valeurs d'ouverture et de tolérance, stopper les tentatives d'exclusion politique d'une frange entière de Tunisiens au nom de la rupture avec le passé.

Cette œuvre qui a été menée avec conviction et détermination a montré que la société tunisienne, grâce à ses élites, grâce à ses femmes, grâce à sa jeunesse et à l'ancrage profond de ses organisations nationales, à savoir l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), l'Union tunisienne pour l'industrie, le commerce et l'artisanat (UTICA), la Ligue tunisienne des droits de

l'homme et le Conseil de l'Ordre des avocats est toujours capable de reprendre en main ses destinées et de corriger l'histoire au présent. Aujourd'hui, la Tunisie est dotée d'une Assemblée législative élue pour 5 ans, d'un Président élu pour la même période et dispose d'un gouvernement de coalition largement soutenu. La mise en place des nouvelles institutions constitutionnelles est en œuvre et, dans quelques semaines, le nouveau Conseil supérieur de la magistrature verra le jour.

Mesdames, Messieurs

C'est avec beaucoup d'humilité que j'assume la direction du pays aujourd'hui, et j'avais annoncé bien avant les élections que le parti que je présidais ne gouvernera pas tout seul, même s'il obtenait une majorité absolue.

J'ai toujours clamé haut et fort : «La patrie avant les partis». J'ai veillé au respect de cet engagement au lendemain des élections. Je suis convaincu que la Tunisie doit être gouvernée par tous ses enfants, dans la diversité de leurs opinions et obédiences. Une seule condition est exigée, la mise en avant des intérêts supérieurs de la nation.

La leçon tirée de ma longue expérience au service de l'Etat est que la gouvernance intelligente est celle qui consiste à anticiper le cours de l'histoire et ne pas hésiter ou s'arrêter

à mi-chemin. Chaque fois que la Tunisie a douté d'elle-même et que ses dirigeants ont hésité, elle a régressé.

Cette conviction je l'ai clairement exprimée sur les pages du journal "Le Monde" lorsque j'étais Ambassadeur ici même à Paris et à la veille de ma démission en janvier 1972. J'avais considéré alors que le pays a raté sa chance d'entreprendre les réformes politiques nécessaires, m'adressant directement au Président Bourguiba en ces termes: «Lorsque vous ne faites pas vous-mêmes la révolution, d'autres la feront pour vous».

Mesdames, Messieurs ;

Aujourd'hui, notre responsabilité n'en est que plus grande parce que les ambitions de notre peuple le sont aussi. Nous évoluons dans un contexte intérieur et extérieur difficile et faisons face à un terrorisme aveugle qui n'a ni nationalité ni religion. Nous œuvrons pour raffermir l'unité nationale, la réconciliation et les réformes nécessaires pour doter l'Etat des institutions qu'il faut pour un fonctionnement démocratique et pour être en phase avec les principes de notre nouvelle Constitution. Nous œuvrons pour redresser l'économie et surtout pour répondre aux aspirations de notre jeunesse à l'épanouissement par le travail et la liberté.

Nous sommes déterminés à ancrer notre modèle de

société et à l'immuniser, à sécuriser notre pays contre le fléau de la violence et du terrorisme pour pérenniser le printemps tunisien.

Pour cela, nous comptons beaucoup sur nous-mêmes, mais aussi sur le soutien de la communauté internationale et celui de la France qui est notre premier partenaire. C'est également en France que réside une dynamique communauté tunisienne, la plus importante vivant en dehors de nos frontières.

En relevant les défis de la démocratie et du développement, nous sommes convaincus que nous participons à une œuvre de civilisation fondée sur les principes universels du droit, principes que j'ai assimilés sur les bancs de cette prestigieuse université que fréquente toujours des centaines d'étudiants et de chercheurs tunisiens et dans laquelle enseignent également plusieurs universitaires tunisiens. J'accorde personnellement une grande attention à la coopération scientifique et universitaire et formule l'espoir de voir les rapports entre l'Université de Paris I et les universités tunisiennes se consolider et se diversifier.

Mesdames, Messieurs

Permettez-moi de replacer le partenariat entre nos universités dans un cadre encore plus large, celui d'un espace euro-méditerranéen de l'enseignement et de la formation.

L'Europe a besoin de la vitalité de la rive sud de la Méditerranée pour renforcer sa compétitivité et ses capacités d'innovation. Les jeunesses des deux rives ont besoin de mieux se connaître pour repousser ensemble les frontières de la connaissance et pour abattre les murs de l'obscurantisme.

Alors, de cette tribune que vous m'offrez, de ce grand amphithéâtre de la Sorbonne, j'appelle à la mise en place d'un programme euro-méditerranéen d'échanges et de partenariats à la hauteur des enjeux qui sont les nôtres, un programme de l'ampleur et avec une ambition et des moyens comparables à celui que lançait l'Europe en 1987, le Programme Erasmus.

Un programme dont l'objectif serait de construire et de renforcer un espace de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation et de l'insertion professionnelle. Un programme dont l'objectif serait de promouvoir la mobilité des étudiants et des enseignants, des apprentis et des formateurs.

Car c'est ensemble que nous pourrons construire une vision commune de nos destins et de nos besoins. Pour co-investir, il faut au préalable co-former. C'est en favorisant la mobilité des cadres que nous pourrons construire les normes communes, bases de notre espace économique.

De nombreuses initiatives existent déjà, exemplaires parfois, tel le programme nouvelle chance, mais insuffisantes et souvent dépassées par les mutations profondes que connaît la région.

Et ne nous trompons pas, n'attendons pas que ces mutations soient achevées pour construire un cadre de coopération adéquat, mais travaillons ensemble à ce que ces mutations se fassent dans l'intérêt commun.

Je ne suis pas sans ignorer les difficultés liées à la mobilité, mais des solutions existent lorsque volonté et vision se conjuguent. L'Université Paris-Dauphine dispose d'un campus à Tunis, d'autres peuvent suivre. Des mutualisations sont possibles. Les mobilités peuvent s'effectuer dans des directions multiples. Les seules limites sont celles de notre imagination.

Ce programme dans lequel Léon l'africain ferait écho à Erasme de Rotterdam, pourrait être promu conjointement par nos deux pays auprès de l'Union Européenne, de

l'Union du Maghreb arabe, de l'Unesco et de l'ensemble des pays concernés. Et pour commencer, pourquoi ne pas envisager la création d'une Chaire localisée à la fois à Paris et à Tunis et portant sur le développement inclusif et durable dans l'espace euro-méditerranéen. Nombre de défis auxquels nous avons à faire face, transitions démographiques, transitions numériques, changement climatique, ne peuvent être traités que dans le cadre d'une vision globale.

A l'heure où la France s'apprête à accueillir la Conférence Paris Climat 2015, ce serait une première pierre dans la construction de cette vision commune.

Mesdames, Messieurs

Notre mission fondamentale est de permettre à la Tunisie de rejoindre le rang des nations développées et de préparer nos jeunes aux exigences et défis de notre époque en leur donnant les moyens et les outils nécessaires pour réussir dans le monde d'aujourd'hui. Dans cette entreprise, nous puisons notre détermination dans l'enthousiasme de cette jeunesse tunisienne et ses aspirations à un avenir radieux, et tirons notre inspiration des valeurs nobles et humanistes qui sont prônées depuis des siècles dans l'enceinte de cette illustre université.

Je ne saurai conclure mon allocution sans réitérer mes vifs remerciements à tous ceux qui sont présents ici et qui œuvrent à la pérennité de l'amitié tuniso-française.

Merci de votre attention

